

En France nous ne sommes pas encore en régime dictatorial, les organisations les plus importantes CGT et CFDT ne sont pas inféodées au gouvernement. Dans ces conditions, l'emploi de telles méthodes est une erreur politique grave, parce que restant incomprise par une majorité de travailleurs, leurs auteurs risquent de se trouver totalement isolés face à la répression féroce de la bourgeoisie qui ne manquerait pas de s'abattre.

Néanmoins, étant donnée la campagne de presse orchestrée contre "l'emploi de la violence par les gauchistes", il est bon de remettre les choses en place.

- c'est la bourgeoisie qui embauche des milices privées pour surveiller les travailleurs,
- c'est la bourgeoisie qui licencie le personnel dont elle n'a plus besoin, ou qui est gênant (militants syndicaux),
- c'est la bourgeoisie qui envoie les CRS contre les grévistes (Pénaroya à Lyon ...)
- c'est la bourgeoisie elle-même qui pratique l'enlèvement. Se rappeler l'enlèvement d'un des responsables de la révolution marocaine : Ben Barka,
- c'est avec l'approbation de la bourgeoisie et des hommes du gouvernement que Massu peut dans des conférences à la TV, dans la presse, à la radio, justifier l'emploi de la torture couvert par son supérieur hiérarchique Debré, afin d'y habituer l'opinion publique, pour ensuite l'utiliser contre le mouvement ouvrier.

La bourgeoisie n'a pas attendu l'existence de ce que certains appellent les gauchistes pour constituer une armée, une police, un appareil de répression, et les utiliser contre le mouvement ouvrier.

Il est bon de se remettre en mémoire la commune de Paris (40 000 morts chez les insurgés), les années 30 où pour essayer de sauver les meubles, elle n'hésita pas à s'appuyer sur les bandes fascistes, Croix de feu, Camelots du roi, 1947 où le ministre "socialiste" J. Moch créait les CRS qu'il envoya réprimer les mineurs en grève, à Brest en 1951 (un mort et plusieurs blessés).

On pourrait allonger indéfiniment cette liste qui montre que pour sauvegarder ses intérêts, la bourgeoisie utilise en permanence la violence. Et il faut qu'elle en emploie une sacrée dose morale et physique pour faire admettre à des hommes qu'ils devront toute leur vie, être obligés de travailler 8, 9, 10 heures par jour et parfois, plus, dans des conditions souvent intolérables et cela pour son service.

Profitant des reculades des directions syndicales, dont les seules perspectives sont liées aux élections législatives de 1973, la bourgeoisie et son gouvernement, en faisant preuve d'intransigeance, cherchent à marquer des points.

Surprise en mai 1968, ils se préparent dans le même temps, à un affrontement inévitable avec la classe ouvrière.

Et ils s'en donnent les moyens avec la police et l'armée, et en s'appuyant de plus en plus ouvertement sur les milices privées en armes, les bandes fascistes Ordre Nouveau, SAC et autres CDR et CFT.

C'est ce qu'a révélé au grand jour l'assassinat de Pierre Overnay.

Bien que nous considérions l'enlèvement du cadre de chez Renault comme une erreur politique dans la situation actuelle, il faut avoir conscience que contre ces gens-là et leur maître les bulletins de vote sont inefficaces, d'où la seule réponse :

- A BAS LES MILICES ARMEES DU CAPITAL,
- AUTO-DEFENSE DE LA CLASSE OUVRIERE,
- CONTRE LA REPRESSION, L'UNITE SANS EXCLUSIVE.